

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE

LILLE, le 19/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

COSMOLYS

Zone d'Activité des Marlières
59710 AVELIN

Code AIOT : 0007004966

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/09/2022 dans l'établissement COSMOLYS implanté Zone d'Activité des Marlières 59710 AVELIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COSMOLYS
- Zone d'Activité des Marlières 59710 AVELIN
- Code AIOT : 0007004966
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Oui

La société COSMOLYS est spécialisée dans la collecte et le traitement de déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI). Elle utilise des équipements de prétraitement pour désinfecter une partie des déchets collectés, les autres déchets transitant sur le site uniquement.

Les producteurs collectés sont principalement des patients à domicile, des laboratoires d'analyses médicales, pharmaceutiques et agroalimentaires, des établissements de santé, des maisons de retraites, des professionnels de santé libéraux (médecins, dentistes...), des thanatopracteurs.

Les déchets proviennent de plusieurs régions : Hauts de France, Normandie, Grand Est...

Le site fonctionne avec quatre appareils de prétraitement « AMB-série Ecostéryl ».

Le principe de prétraitement repose sur un broyage suivi d'un traitement thermique par procédé micro-ondes et maintien en température (température de traitement : 98°C à 106°C pendant 1 heure). L'efficacité antimicrobienne du procédé assure une réduction de la contamination des déchets d'activités de soins à un niveau inférieur à celui des déchets ménagers.

L'activité de prétraitement fonctionne en 3 x 8 de 6 à 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24.

Depuis le décret n° 2010-369 du 13/04/10 modifiant la nomenclature des installations classées, les activités du site relèvent de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement. Les activités du site étaient jusqu'alors suivies par les services de l'agence régionale de santé et encadrées par un arrêté préfectoral du 29 décembre 2009.

Le site fonctionne sous le bénéfice des droits acquis et les activités sont encadrées par arrêté préfectoral complémentaire du 14 décembre 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Sécurité Incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	DISPOSITIFS DE PREVENTION DES ACCIDENTS	AP Complémentaire du 14/12/2021, article 8.4.2	/	Sans objet
2	DISPOSITIFS DE PREVENTION DES ACCIDENTS	AP Complémentaire du 14/12/2021, article 8.4.3	/	Sans objet
3	DISPOSITIFS DE PREVENTION DES ACCIDENTS	AP Complémentaire du 14/12/2021, article 8.4.4	/	Sans objet
4	DISPOSITIFS DE PREVENTION DES ACCIDENTS	AP Complémentaire du 14/12/2021, article 8.5.2	/	Sans objet
5	DISPOSITIFS DE PREVENTION DES ACCIDENTS	AP Complémentaire du 14/12/2021, article 8.7.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une non-conformité a été relevée en ce qui concerne l'absence de confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie. L'exploitant a fait réaliser des devis pour la réalisation du confinement. Post inspection, l'exploitant a transmis le justificatif de commande pour des travaux prévus en janvier 2023 auprès de la société Coprin. Compte tenu de cet engagement, il n'est pas proposé de mettre en demeure l'exploitant à ce stade.

Par ailleurs, le rapport de vérification des installations électriques mentionne des anomalies. Certaines ont été corrigées, d'autres sont jugées non justifiées par l'exploitant. L'exploitant engage un nouveau contrôle des installations le 17 octobre 2022. Le rapport de vérification Q18 sera transmis à l'inspection dès réalisation.

Enfin, l'exploitant a commandé auprès de la société SUEZ la réalisation de mesures de débit des poteaux incendie en simultané afin de justifier du débit disponible de 120 m³/h. Le rapport de contrôle sera transmis à l'inspection dès réalisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : DISPOSITIFS DE PREVENTION DES ACCIDENTS

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/12/2021, article 8.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : L'exploitant a présenté le dernier compte rendu de vérification périodique Q18 suite à vérification du 19/01/2022. Celui-ci mentionne quatre nouvelles anomalies par rapport à la dernière vérification du 12/02/2021 et une anomalie récurrente déjà signalée le 12/02/2021. En ce qui concerne l'anomalie récurrente, celle-ci vise un échauffement anormal au niveau d'un tableau électrique sur les "départs compresseur" et sur le disjoncteur "lave contenant". L'exploitant a fourni la preuve d'une intervention de la société AVICA - Longelin Electricité Générale pour remédier à cette non-conformité électrique et précise que suite à cette intervention le cache plastique du tableau présentant des traces d'échauffement n'a pas été remplacé. Cette intervention n'aurait pas été signalée au contrôleur de la société Bureau Veritas lors de son contrôle du 9/01/2022. En ce qui concerne les quatre nouvelles anomalies, deux ont été corrigées selon l'exploitant par son service maintenance. Deux autres anomalies concernent le réglage de la sensibilité de différentiels sur deux machines (3 et 4). L'exploitant précise ne pas être en accord avec ces deux anomalies déclarées par Bureau Veritas, l'abaissement de la sensibilité générant des arrêts machines répétitifs.
Observations : Le prochain contrôle des installations électriques est programmé en octobre 2022. Il est demandé à l'exploitant de se rapprocher de la société de contrôle Bureau Veritas lors de ce contrôle afin de: - prendre en considération les travaux réalisés par la société AVICA - Longelin Electricité Générale afin de lever la non-conformité identifiée sur ce point; - préciser les contraintes de fonctionnement liées à la réduction de la sensibilité des dispositifs différentiels des Machine 3 et 4. L'exploitant transmettra à l'inspection de l'environnement, sous 1 mois à compter de ce nouveau contrôle, le compte rendu de vérification périodique Q18.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : DISPOSITIFS DE PREVENTION DES ACCIDENTS

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/12/2021, article 8.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bâtiments disposent d'un dispositif de détection de incendie permettant d'alerter l'exploitant 24h/24h et 7j/7j. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : La détection incendie est opérationnelle sur le site. L'exploitant a présenté le certificat de conformité APSAD N7 délivré par Cooper Sécurité S.A.S le 24 février 2022. L'exploitant précise que toute détection incendie est reportée vers la société de surveillance Delta Sécurité. Le site fonctionne 24h/24h et 6 jours par semaine (fermeture le dimanche en période de faible activité). L'exploitant a fait vérifier l'installation de détection incendie le 10 mars 2022 par la société Eurofeu. Le rapport mentionne le bon fonctionnement de l'installation.
Observations : Il est rappelé à l'exploitant que l'installation ayant été installée suivant le référentiel APSAD R7, celle ci doit faire l'objet d'une vérification par une entreprise titulaire de la certification APSAD de service de maintenance de SDI et CMSI (F7) ou par l'installateur ayant délivré le certificat de conformité Q7. La vérification doit être réalisée à fréquence semestrielle et un certificat de vérification N7 doit être établi à la suite de la vérification.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : DISPOSITIFS DE PREVENTION DES ACCIDENTS

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/12/2021, article 8.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique. L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois. L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur. Les paratonnerres à source radioactive ne sont pas admis dans l'installation.
Constats : L'installation de protection foudre a été posée en mars 2022 par la société INDELEC. L'installation fera l'objet d'une vérification complète en octobre 2022 par la société BCM foudre. Un PDA a été installé et le comptage des coups de foudre est réalisé par une puce intégrée à la tête du PDA. L'état du dispositif et notamment les impacts éventuels par la foudre sont consultables via une interface web.
Observations : Il appartient à l'exploitant de mettre en place une consigne définissant qui doit relever l'état du compteur coups de foudre et à quelle fréquence, notamment après des épisodes orageux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : DISPOSITIFS DE PREVENTION DES ACCIDENTS

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/12/2021, article 8.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions et confinement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement est réalisé au sein des bâtiments par la mise en place de barrières étanches, d'une hauteur suffisante, au niveau de chaque issue. La fermeture automatique de ces barrières est asservie à la détection incendie précisée à l'article 8.4.3. Le volume utile de rétention au niveau du bâtiment de traitement des DASRI est de 510 m ³ pour 255 m ³ à confiner. Les eaux d'extinction incendie de ce bâtiment ne peuvent pas être confinées sur les aires extérieures. En cas d'incendie sur le bâtiment de stockage des emballages propres, un volume de 252 m ³ doit pouvoir être confiné. Ce volume peut être confiné au sein du bâtiment en totalité (le volume utile à retenir dans ce cas est de 504 m ³) ou alors pour parti dans le bâtiment et sur les aires extérieures. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.
Constats : L'installation des dispositifs de confinement des eaux incendie (barrières au niveau des issues et obturateur sur le réseau des eaux pluviales) n'a pas été réalisée au jour de l'inspection. Post-inspection, l'exploitant a transmis le bon de commande pour l'installation de ces dispositifs. La hauteur des barrières a été choisie à 50 cm afin de disposer d'un volume utile de 750 m ³ dans l'atelier de traitement et de 600 m ³ dans le bâtiment de stockage des emballages. La pose de ces dispositifs sera réalisée en janvier 2023.
Observations : L'exploitant informera l'inspections des installations classées à l'achèvement des travaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : DISPOSITIFS DE PREVENTION DES ACCIDENTS

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/12/2021, article 8.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. - de Robinets Incendie Armés (RIA) situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; - Des poteaux d'incendie d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours. Ces poteaux situés à moins de 200 mètres du risque à défendre permettent de délivrer en simultané et sous une pression de 1 bar, un débit de 120 m3/h durant deux heures ; - d'un système de détection automatique et d'alarme incendie; <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p> <p>Constats : L'exploitant n'a pas fait réaliser de mesure en simultanée sur les poteaux incendie présent à moins de 200 mètres. Les mesures de débit des deux poteaux les plus proches (n°47 et n°48) réalisées individuellement en 2020 précisent des débits unitaires respectifs de 81 m3/h et 97 m3/h. Un troisième poteau situé à environ 270 mètres des bâtiments présente un débit de 98 m3/h sous 1 bar.</p> <p>Post-inspection, l'exploitant a transmis un bon de commande pour la réalisation des mesures de débit en simultanée par la société SUEZ (mesure sur les poteaux 47 et 48 dans un premier temps puis 47, 48 et 49 dans un second temps si la 1ere mesure montre un déficit).</p> <p>Des RIA sont présents à l'atelier de traitement des DASRI ainsi que dans la zone de stockage des emballages. Un RIA de l'atelier de traitement était inaccessible le jour du contrôle (palette stocké devant le RIA). L'exploitant a fait déplacer la palette lors de l'inspection. Les RIA ont fait l'objet d'une vérification par la société EuroFeu le 10/02/2022.</p> <p>Des extincteurs sont répartis sur le site. Ceux ci ont fait l'objet d'une vérification par la société EuroFeu le 10/02/2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet